

ODOXA

L'Opinion tranchée

Baromètre sport

Les Français et la politique sportive

LEVÉE D'EMBARGO : DIMANCHE 17 NOVEMBRE 2024 A 8H30

Sondage réalisé pour **WINAMAX** et **RTL**

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée par Internet les **13 et 14 novembre 2024**.



Echantillon

Echantillon de **1 005 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont **595 amateurs de sport**.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements

Satisfaits de la politique sportive, les Français comprennent la baisse du budget

- La satisfaction des Français progresse concernant la politique menée en France à destination du sport professionnel (60%, +4pts vs. 2018) et du sport amateur (53%, +7pts).
- Et les Français désignent deux priorités majeures pour la politique sportive nationale : continuer à encourager le sport des jeunes et à l'école (59%) et développer le sport-santé pour améliorer le bien-être physique, psychologique et social (52%).
- Largement satisfaits des associations et clubs sportifs disponibles près de chez eux (81%) ainsi que des équipements à leur disposition (77%), ils jugent moins prioritaire de mettre plus d'équipements sportifs (36%) et de renforcer le soutien aux clubs et aux associations (36%).
- Dans un contexte de dérapage des finances publiques, 73% des Français et 69% des amateurs de sport estiment que la baisse du budget du ministère des Sports est acceptable car réduire la dette de l'Etat implique de baisser les dépenses publiques.
- Les Français sont plutôt favorables à un statu quo en ce qui concerne le budget des Sports : 46% souhaitent qu'il reste le même, 26% qu'il augmente, 28% qu'il diminue.

Synthèse détaillée du sondage

(1/3)

Satisfaits de la politique sportive, les Français comprennent la baisse du budget

La satisfaction des Français progresse concernant la politique menée en France à destination du sport professionnel (60%, +4pts) et du sport amateur (53%, +7pts)

La satisfaction des Français à l'égard de la politique sportive progresse fortement au sortir d'une année marquée par l'accueil des Jeux Olympiques d'été de Paris 2024 qui ont suscité une large satisfaction et provoqué des retombées positives à des niveaux multiples : intérêt pour le sport et les sportifs, souhait de pratique sportive, développement des équipements sportifs, du sport pour tous...

60% des Français se disent aujourd'hui satisfaits de la politique menée en France à destination du sport professionnel, à un niveau supérieur de 4 points à ce que nous mesurons en 2018 (sondage pour RTL et Groupama). Et la satisfaction progresse plus fortement encore s'agissant de l'action à destination du sport amateur (+7pts) dont les Français sont désormais majoritairement satisfaits (53%). Ils ont probablement été sensibles à la multitude d'actions engagées ces dernières années pour mettre en avant les associations et clubs dans le cadre de la promotion des activités physiques et sportives, en vue des JO mais aussi au travers d'une politique plus globale de développement du sport pour le plus grand nombre et de liens plus intenses du sport avec les domaines de la santé, de la solidarité et de l'écologie.

Et les Français désignent deux priorités majeures pour la politique sportive nationale : continuer à encourager le sport des jeunes et à l'école (59%) et développer le sport-santé pour améliorer le bien-être physique, psychologique et social (52%).

Parmi les différents domaines soumis aux Français dans notre sondage, continuer à encourager le sport des jeunes, le sport à l'école est l'action jugée la plus prioritaire par les Français (59% et 67% chez les amateurs de sport), dans le sillage de la généralisation dans les écoles primaires du programme "30 minutes d'activité physique quotidienne" très populaire dans l'opinion.

Développer le sport-santé pour améliorer le bien-être physique, psychologique et social est également considéré de façon majoritaire comme devant être une priorité pour la politique sportive française (52% et 59% chez les amateurs de sport). Légèrement en retrait, 42% des Français jugent prioritaire de développer le sport pour tous, pour les publics les plus éloignés de la pratique sportive, un souhait qui atteint même 50% chez les amateurs de sport.

Synthèse détaillée du sondage

(2/3)

Les Français sont ainsi très favorables au développement du sport pour les jeunes et le plus grand nombre ainsi que des passerelles du monde sportif avec celui de la santé. Ils sont en revanche moins convaincus de la nécessité de développer le « sport d'élite ». Seuls 18% jugent qu'il est prioritaire de renforcer la compétitivité du sport de haut-niveau et le rayonnement international du sport Français et 11% qu'il est prioritaire d'accueillir plus régulièrement de grands événements sportifs internationaux.

Largement satisfaits des associations et clubs sportifs disponibles près de chez eux (81%) ainsi que des équipements à leur disposition (77%), ils jugent moins prioritaire de mettre plus d'équipements sportifs (36%) et de renforcer le soutien aux clubs et aux associations (36%)

8 Français sur 10 se disent aujourd'hui satisfaits des associations et clubs sportifs disponibles autour de chez eux (81%) ainsi que des équipements sportifs à leur disposition (77%). Sur cette base, il apparaît assez logique que seuls 36% jugent prioritaire de renforcer le soutien aux associations et clubs sportifs et que la même proportion considère que mettre plus d'équipements sportifs à disposition des Français est une priorité.

Ainsi, les Français se montreront probablement peu gênés par le gel du Plan "5000 équipements – Génération 2024" destiné à développer les équipements sportifs de proximité, domaine sur lequel d'importantes économies vont être réalisées en 2025.

Dans un contexte de dérapage des finances publiques, 73% des Français et 69% des amateurs de sport estiment que la baisse du budget du ministère des Sports est acceptable car réduire la dette de l'Etat implique de baisser les dépenses publiques

En mars 2024, 75% des Français jugeaient qu'il serait grave pour la France qu'elle ne parvienne pas à atteindre son objectif de moins de 3% de déficit des comptes publics dans un sondage réalisé par Odoxa pour Backbone consulting et Le Figaro.

Très préoccupés par la dette publique, et plus encore depuis l'annonce d'un dérapage des finances publiques, les Français ont bien intégré que la réduction du déficit national passerait par une réduction des dépenses de l'Etat. Et c'est compte-tenu de leurs vives préoccupations à l'égard de la situation nationale qu'ils valident la pertinence de baisser le budget du ministère des Sports. 73% des Français estiment qu'une baisse de 174 millions d'euros en 2025 et un retour au niveau d'il y a quatre ans est acceptable, faisant primer la réduction du déficit public sur le développement de l'action sportive. A l'inverse, seuls 26% (et 30% des amateurs de sport) considèrent que cette baisse n'est pas acceptable car développer la pratique sportive doit rester une priorité même en période de récession.

Synthèse détaillée du sondage

(3/3)

Les Français sont plutôt favorables à un statu quo en ce qui concerne le budget des Sports, 46% souhaitent qu'il reste le même, 26% qu'il augmente, 28% qu'il diminue

Le faible poids des Sports dans le budget de l'Etat (0,15%) en comparaison à un autre domaine comme la culture (1%) ne semble pas interpeler les Français. Seuls 26% d'entre eux estiment que la part du budget national allouée aux Sports doit augmenter contre une proportion équivalente (28%) qui considèrent qu'elle doit diminuer. Notons tout de même que 50% des fans de sport (ceux qui s'y intéressent « beaucoup ») sont favorables à une augmentation.

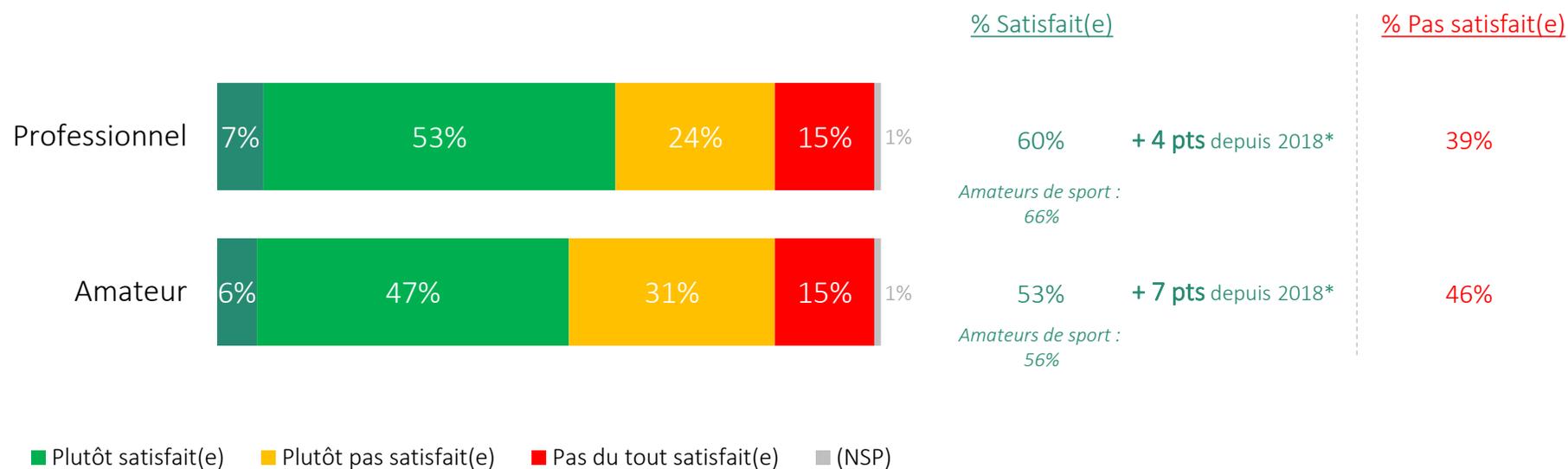
L'opinion la plus partagée sur ce sujet est que le part du budget de l'Etat allouée aux Sports doit rester la même (46%), un sentiment que partagent même 53% des 65 ans et plus et 51% des Français qui ne s'intéressent pas au sport.

Satisfaction à l'égard de la politique sportive



Plus largement, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la politique menée en France à destination du sport... ?

Ensemble des Français

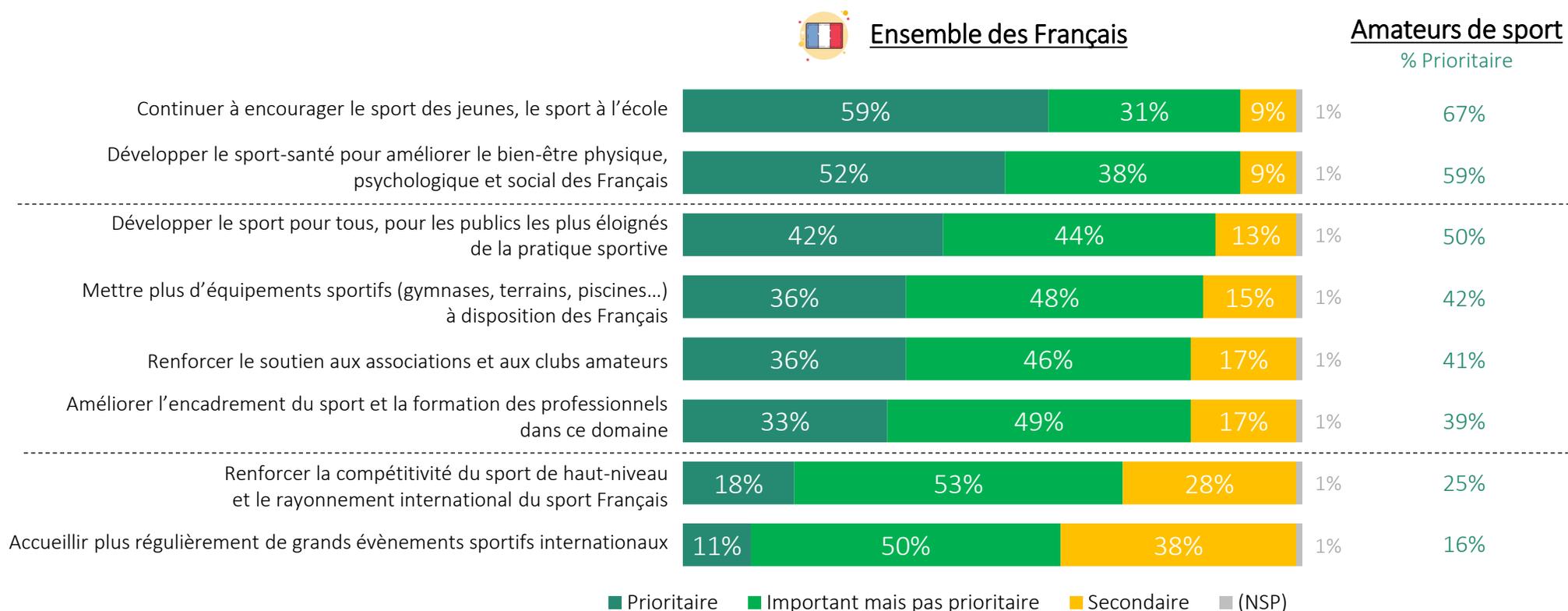


*Baromètre Sport Odoxa pour RTL et Groupama publié le 09/09/2018

Priorités des Français en matière de politique sportive



Pour chacun des sujets suivants, indiquez s'il doit être prioritaire, important mais pas prioritaire, ou secondaire dans la politique sportive française :



Satisfaction à l'égard des équipements et clubs sportifs à disposition



Enfin, diriez-vous qu'autour de chez vous, vous êtes satisfait(e)... ?

Ensemble des Français

% Satisfait(e) % Pas satisfait(e)



■ Oui, très satisfait(e) ■ Oui, plutôt satisfait(e) ■ Non, plutôt pas satisfait(e) ■ Non, pas du tout satisfait(e) ■ (NSP)

Approbation de la baisse du budget du ministère des Sports



Le budget du ministère des Sports devrait baisser de 174 millions d'euros en 2025 et revenir à son niveau d'il y a quatre ans (environ 715 millions).
A ce sujet, estimez-vous... ?



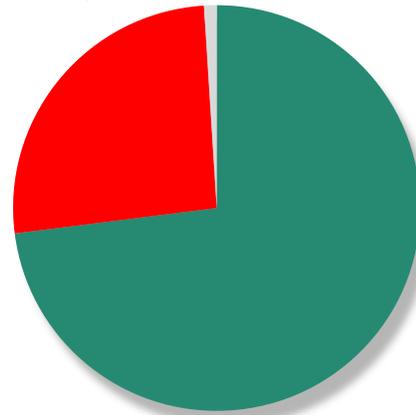
Ensemble des Français

Que c'est baisse n'est pas acceptable, développer la pratique sportive doit rester une priorité, même en période de récession

26%

Amateurs de sport : 30%

(NSP)
1%



Que cette baisse est acceptable, réduire la dette de l'Etat implique de baisser les dépenses publiques

73%

Amateurs de sport : 69%

En mars 2024, 75% des Français jugeaient qu'il serait grave pour la France qu'elle ne parvienne pas à atteindre son objectif de moins de 3% de déficit des comptes publics (Odoxa-Bakckbone consulting pour Le Figaro)

Préférences concernant l'évolution du budget alloué aux Sports



Aujourd'hui, le budget des Sports correspond à 0,15% du budget global de l'Etat dans lequel, par exemple, la Culture correspond à 1%.
En ce qui vous concerne, pensez-vous que la part du budget de l'État allouée aux Sports doit... ?

